COMPTEURDS LINKY : où est la confidentialité ?

Ces compteurs électriques sont déjà distribués en France où ils sont appelés « Linky ». **Outre ce qui est évoqué dans la vidéo présentée ci-dessous en terme de privation de nos libertés, ils sont aussi très toxiques pour la santé !**

Pour en savoir plus cliquer sur : <http://www.next-up.org/France/Linky.php>

Avec les nouveaux compteurs mouchards (Linky pour la France) la population va être soumise à une expérimentation à l'échelle mondiale qui va jouer un rôle majeur non seulement dans le contrôle, mais aussi dans le devenir de l'humanité.

Tout le maillage de distribution d'électricité BT et le courant vont être modifiés (CPL) afin de les transformer en système de communication, en association avec du GPRS (Téléphonie Mobile 2,5G), c'est une nouvelle source d'immixtion de rayonnements artificiels, c'est une nouvelle pollution environnementale totale.

Il est impérieux et légitime de faire connaître avec précisions et d'expliquer aux citoyens afin qu'ils puissent comprendre toutes les finalités de la réalité et celles des dérives possibles, pour une prise de conscience salutaire. Le problème est déjà récurrent dans de nombreux pays

CML (Compteur mouchard Linky) et atteintes aux libertés fondamentales du Citoyen

Le traçage des informations (données personnelles) des occupants d'une habitation est totalement en dessous des récentes analyses et évaluations réalisées par la CNIL [détail].

Lorsqu'un compteur est programmable en fonction de votre environnement électrique familial et interrogeable à distance il est dit AMM (Advanced Meter Management, soit littéralement Gestion ou Management avancée par le compteur).

Cette notion est capitale car elle va bien au-delà du simple relevé à distance et ouvre la voie du réseau de distribution d'électricité à des évolutions profondes, voire une possibilité déviationniste génériquement connue sous le nom d'espionnage et non pas sous le nom enjôleur de « réseau intelligent » comme certains veulent le faire croire.

En tout état de cause, sous couvert d'avantages pour le consommateur, il s'agit en fait d'imposer le concept de la DOMOTIQUE au consommateur en sachant que celle-ci dépend exclusivement du droit privé.

D'ailleurs c'est une démarche qui existe déjà, mais évidemment elle est volontariste et surtout dans tous les cas gérée par l'utilisateur privé, ou dans la cas d'une entreprise par un tiers agréé.

La domotique gérée à distance par un tiers non choisi, est une atteinte aux libertés fondamentales, c'est une immixtion (une ingérence) dans la sphère intime privée familiale.

Savoir ce que peut faire un citoyen chez lui par le biais d'un mouchard permanent est inacceptable en démocratie, c'est à l'utilisateur citoyen de piloter toute son éventuelle domotique.

De plus, personne, distributeur inclus, ne peut garantir qu'une telle base de données même cryptées ne puisse avoir des dérives de tous ordres (commerciales, policières, etc ...), donc en finalité servir à d'autres fins d'usages que celles qui étaient initialement prévues à l'origine.

Le pire étant que le citoyen n'aura aucun moyen de s'en apercevoir ou de s'y opposer. L'exemple actuel du flou qui entoure la vente commerciale à « des fins de statistiques » avec ou sans données personnelles des fichiers des cartes grises en est révélateur.

Patrick RICHARDET